

Des élus locaux de villes et de régions d'Europe appellent l'UE à s'appuyer sur leur expertise en matière d'intégration des demandeurs d'asile.

« L'Union européenne doit adopter une législation unique sur les migrations », a déclaré Rainer Haas, co-président du Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE) et président du Comté de Ludwigsbourg (Allemagne), lors de la conférence « Égalité, Diversité et Inclusion » organisée par le CCRE.

Cet événement qui a rassemblé des représentants de régions et de villes à Bilbao du 11 au 13 juin avait pour ambition de discuter de justice sociale, de lutte contre les discriminations, de genre, de démocratie innovante et de gouvernement ouvert.

Mais les sujets de l'immigration, de ses conséquences et de l'intégration, étaient sur toutes les lèvres, dans la foulée de la crise de l'Aquarius.

La conférence a en effet commencé le jour où l'Espagne a donné le feu vert au navire humanitaire pour accoster à Valence. La nouvelle a été accueillie par une salve d'applaudissements de la part des délégués.

Avant le sommet européen de juin, les eurodéputés appellent les dirigeants à se mettre d'accord sur la réforme du système d'asile. Et sont prêts à saisir la justice en cas d'absence d'accord.

« L'Europe a échoué lamentablement sur la question de la migration dans le passé. » a déclaré Karl-Heinz Lambertz, président du Comité européen des régions, aux journalistes en marge de l'événement.

Selon lui, le principal problème pour les électeurs n'est pas le budget à long terme de l'UE, ni l'avenir des fonds structurels ou la question de la subsidiarité, mais « la migration », a-t-il insisté.

Actuellement, la législation européenne sur la migration, le système de Dublin, repose sur le principe selon lequel les demandes d'asile doivent être déposées dans le premier pays d'entrée. Mais ce principe géographique a créé un profond déséquilibre entre les pays situés aux frontières extérieures de l'UE, comme l'Italie ou la Grèce et les autres.

Les failles de la solidarité européenne se sont creusées avec le blocage du navire humanitaire l'Aquarius par Malte et l'Italie. Une situation qui rend encore plus urgente la réforme du système de Dublin.

Ivana D'Alessandro, chef d'unité des Cités interculturelles au sein du Conseil de l'Europe, a souligné que les régions et les villes étaient à l'avant-garde de l'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile, car elles doivent faire face aux questions de logement, d'éducation et de formation, d'emploi et de santé.

« La migration a été perçue comme un phénomène à court terme, mais tout indique qu'il va durer. Nous avons besoin d'une planification à long terme », a-t-elle fait remarquer. « Les villes sont à l'avant-garde en matière d'intégration et elles ont acquis une expertise dans ce domaine. Les États membres ont intérêt à entamer un dialogue avec elles. »

Rainer Haas a souligné l'impact positif de l'intégration des réfugiés et des demandeurs d'asile sur l'économie locale et régionale. « Actuellement, notre taux de chômage dans la région oscille autour de 3 %, ce qui signifie le plein emploi. C'est le taux de chômage le plus bas depuis de très nombreuses années. »

Sa ville de Ludwigsbourg a intégré 11 000 réfugiés, soit l'équivalent de 2 % de la population locale.

« Au plus fort de la vague de migration en 2015, il y a eu des moments où 600-700 réfugiés arrivaient en une seule journée. Et la chose la plus urgente que nous devions faire était d'abord de leur trouver un logement convenable. Nous avons donc loué des bâtiments publics et nous avons même acheté des logements », raconte-t-il.

Il a expliqué que la stratégie de la ville de Ludwigsbourg et du Land de Bade-Wurtemberg est une intégration via le marché du travail. Et pour ce faire, tous les canaux sont utilisés, des organisations professionnelles aux associations.

Bart Sommers, maire de Malines en Belgique, a également souligné l'impact positif de l'intégration des migrants. « Nous avons 138 nationalités différentes et nous avons plus de musulmans dans notre ville que la Hongrie et la Slovaquie réunies. » « Peut-être que Monsieur Orbán pourrait nous rendre visite », a-t-il ajouté.

Il a rappelé qu'il y a une vingtaine d'années, la ville de Malines avait la mauvaise réputation d'être sale, avec peu de magasins et de vie sociale.

« Maintenant, c'est différent – et positif », a-t-il commenté tout en faisant une distinction entre les demandeurs d'asile et les personnes d'origine étrangère nées et élevées dans la ville.

En ce qui concerne les réfugiés, il a expliqué que la ville organise des speed-dating entre eux et les citoyens de Malines. Cela dure six mois et après cela, chacun d'entre eux obtient un diplôme à la mairie.

« C'est incroyable pour tisser des liens. Et grâce à cette relation, vous obtenez un accès plus facile au logement et à l'emploi », affirme-t-il. « Nous avons tous des identités différentes. Nous sommes des membres de la famille, des musiciens, des boulangers, des sportifs. C'est là-dessus que nous devons nous concentrer et cela peut se faire par le biais d'associations. Ce n'est pas facile, mais cela peut se faire. »

« La migration est toujours définie comme une perte », observe-t-il. « Mais les choses sont différentes maintenant, nous devons cesser de voir les choses avec une approche monoculturelle. La diversité est la nouvelle réalité. »

Le manque d'unité des Européens est davantage responsable de la situation d'urgence migratoire sur le Vieux continent que le nombre d'arrivées, selon le directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Par : [Claire Stam](#) | [EURACTIV.com](#) | translated by [Marion Candau](#)